

**MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT
NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESIONNELLE**

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION**



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

**Bulletin trimestriel d'information sur le marché
du travail : 4^e trimestre 2022, numéro 004**

Mars 2023

Sommaire

Résumé	4
Introduction	5
1. Créations d'emplois	6
1.1. Créations d'emplois du secteur privé	6
1.1.1. Caractéristiques des entreprises qui recrutent	6
1.1.2. Caractéristiques des emplois créés	8
1.2. Créations d'emplois du secteur public.....	11
1.3. Pertes d'emplois	13
1.4. Récapitulatif des emplois créés	15
2. Autres indicateurs du marché du travail	16
2.1. Offres et demandes d'emploi.....	16
3.1. Dialogue social	18
4. Analyse de quelques indicateurs économiques	20
3.1 Indice harmonisé des prix à la consommation.....	20
3.2. Nouvelles créations d'entreprises	22
Conclusion.....	23

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1: Répartition des agents recrutés par branche d'activités	7
Tableau 2: Répartition des agents recrutés par type de contrat et par sexe.....	8
Tableau 3: Répartition des emplois créés par type de diplôme et par sexe.....	9
Tableau 4: Répartition des emplois créés par nationalité et par sexe.....	10
Tableau 5: Répartition des emplois créés par tranche d'âge et par sexe	10
Tableau 6: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'investissement par ministère selon le type d'emploi généré	11
Tableau 7: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'insertion par ministère selon le type d'emploi généré	13
Tableau 8: Répartition des pertes d'emplois selon le motif d'octobre à décembre 2022	14
Tableau 9: Evolution des créations et des pertes d'emplois enregistrées du 01 janvier 2020 à nos jours	15
Tableau 10: Demandes d'emploi enregistrées au cours du 3eme trimestre 2022 par région selon le sexe	16
Tableau 11: Placements effectués au cours du 4e trimestre 2022 par région selon le sexe	17
Tableau 12: Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région	18
Tableau 13: Variation trimestrielle du taux d'inflation.....	20
Tableau 14: Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités et par trimestre.....	22
Graphique 1: Répartition des emplois du secteur privé enregistrés par région.....	8
Graphique 2: Offres d'emploi enregistrées au cours du 4e trimestre 2022 par région	17
Graphique 3: Evolution des litiges individuels entre le 3e et le 4e trimestre 2022.....	19
Graphique 4: Évolution des indices trimestriels du 3e trimestre 2021 au 4e trimestre 2022... ..	21
Graphique 5: Taux d'inflation mensuel moyen janvier 2022 à décembre 2022	21

Résumé

Le Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail est une production de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) sur la situation trimestrielle des créations d'emplois, des offres et demandes d'emploi, du dialogue social, de l'indice harmonisé des prix à la consommation et des nouvelles créations d'entreprises. Cette production est le quatrième Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail, qui a regroupé les deux rapports trimestriels (Rapport trimestriel sur les créations d'emplois et Bulletin trimestriel sur le marché du travail) que l'ONEF avait l'habitude de produire jusqu'en décembre 2021.

Au quatrième trimestre 2022, le nombre d'emplois créés est de 12 740 dont 5 790 créations d'emplois par le secteur public et 6 950 par le secteur privé. Sur la même période, il était enregistré 510 pertes d'emplois, donc la création nette d'emplois s'équivaut à 12 230.

Au cours du quatrième trimestre 2022, au total 923 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 299 offres d'emplois et 256 placements. Il a été enregistré 284 litiges individuels.

Au quatrième trimestre 2022 l'indice harmonisé des prix à la consommation a baissé de 0,1% par rapport au trimestre précédent et 8,8% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Pendant le quatrième trimestre 2022, il a été enregistré 4 824 nouvelles créations d'entreprises.

En se basant sur le troisième trimestre 2022, la situation du marché du travail s'est un peu améliorée au quatrième trimestre 2022.

Introduction

Le huitième objectif des Objectifs du développement durable (ODD 8) à l'horizon 2030 adopté par les Nations Unies, exhorte la communauté internationale à « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, **le plein emploi productif et un travail décent pour tous** ».

Conformément à sa mission de centralisation, de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données statistiques, l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) compile les données produites par les autres structures de l'administration, en collaboration avec la Direction Nationale de l'Emploi (DNE). La collecte assurée par ces deux structures vise à faire le suivi de quelques indicateurs de l'emploi et de l'économie afin de produire le bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail.

Les données publiées dans ce Bulletin proviennent principalement de deux sources :

- ✓ Les emplois publics sont collectés auprès des « Points focaux Emploi » des institutions de la République et des projets et programmes des départements ministériels, des Cellules de Planification et de Statistique, de la Direction nationale de la fonction publique et du personnel pour les fonctionnaires de la fonction publique de l'Etat, de la Direction générale des collectivités pour les fonctionnaires des collectivités et la Direction des ressources humaines du secteur de la défense et de la sécurité ;
- ✓ Les emplois formels créés par le secteur privé sont collectés auprès de la Direction nationale du travail pour les contrats de travail des expatriés et des Directions régionales du travail pour les contrats de travail des nationaux.

Le présent rapport est basé sur les données du quatrième trimestre 2022 (du 1^{er} Octobre au 31 Décembre 2022). Il est axé sur trois parties, la première partie traite les créations d'emplois, la seconde traite les autres indicateurs du marché du travail et la troisième partie analyse quelques indicateurs économiques.

La production du bulletin trimestriel d'information s'inscrit dans l'exécution du Plan stratégique de développement (PSD) de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) dans son objectif opérationnel 2.2. Développer la production des statistiques de l'emploi et de la formation. Ce bulletin représente les rapports trimestriels sur les créations d'emplois et les bulletins trimestriels sur le marché du travail que l'ONEF produisait jusqu'en décembre 2021.

1. Créations d'emplois

L'emploi est l'ensemble des activités de production de biens et de services en échange d'une rémunération ou d'un profit. Les personnes en emploi sont des personnes en âge de travailler qui étaient engagées dans toute activité visant à produire des biens ou à fournir des services en échange d'une rémunération ou d'un profit.

La partie créations d'emplois traite les créations d'emplois du secteur privé, les créations d'emplois du secteur public, les pertes d'emplois et le récapitulatif des emplois créés.

1.1. Créations d'emplois du secteur privé

Le secteur privé regroupe toutes les organisations et entreprises qui ne sont pas de l'État. Les créations d'emplois du secteur privé sont données selon les caractéristiques des entreprises recruteuses et les caractéristiques des emplois.

1.1.1. Caractéristiques des entreprises qui recrutent

Le tableau 1 nous renseigne que 6 950 emplois ont été créés par le secteur privé et donne la répartition de ces emplois par branche d'activités.

Un peu plus d'un emploi sur cinq (21,5%) ont été créés par les activités pour la santé humaine et l'action sociale, soit 1 496 emplois ; les activités de services de soutien et de bureau viennent en deuxième position avec 17,7% des emplois et troisième position viennent l'enseignement avec 10,4% des emplois. Ces trois branches d'activités regroupent à peu près la moitié (49,6%) des emplois créés par le secteur privé au quatrième trimestre 2022. En plus de ces branches, les branches atteignant plus 500 emplois créés sont les activités extractives (683), les activités de commerce (645), les autres activités de services N.C.A (544) et enfin les activités des organisations extraterritoriales. Ce sont les branches d'activités financières et d'assurances, fabrication, construction, financière et d'assurance, administration publique, agriculture, sylviculture et pêche qui n'atteignent pas chacune 200 emplois créés.

Le nombre d'emplois créés par le secteur privé est passé de 5 837 emplois au troisième trimestre 2022 à 6 950 emplois au quatrième trimestre 2022, soit une augmentation de 19,1%. Cette hausse des emplois créés par le secteur privé est très remarquable pour les branches d'activités commerce (2 emplois au troisième trimestre 2022 contre 643 emplois au quatrième trimestre 2022, soit une hausse spectaculaire de 32050,0%), les activités d'enseignement (1369,3%), les activités d'agriculture, sylviculture, pêche (218,9%), les activités de d'administration publique (84,05%), production, distribution d'eau, assainissement, production de déchets et dépollution (67,7%).

Cette fois-ci c'est avec cinq branches d'activités qu'on constate une diminution du nombre d'emplois créés par rapport au troisième trimestre 2022, à savoir les activités d'hébergement et de restauration (85,2%) ; les activités d'information et de communication (31,1%) ; les activités extractives (27,0%) ; de transport et d'entreposage (14,7%), et fin les activités immobilières (11,1%).

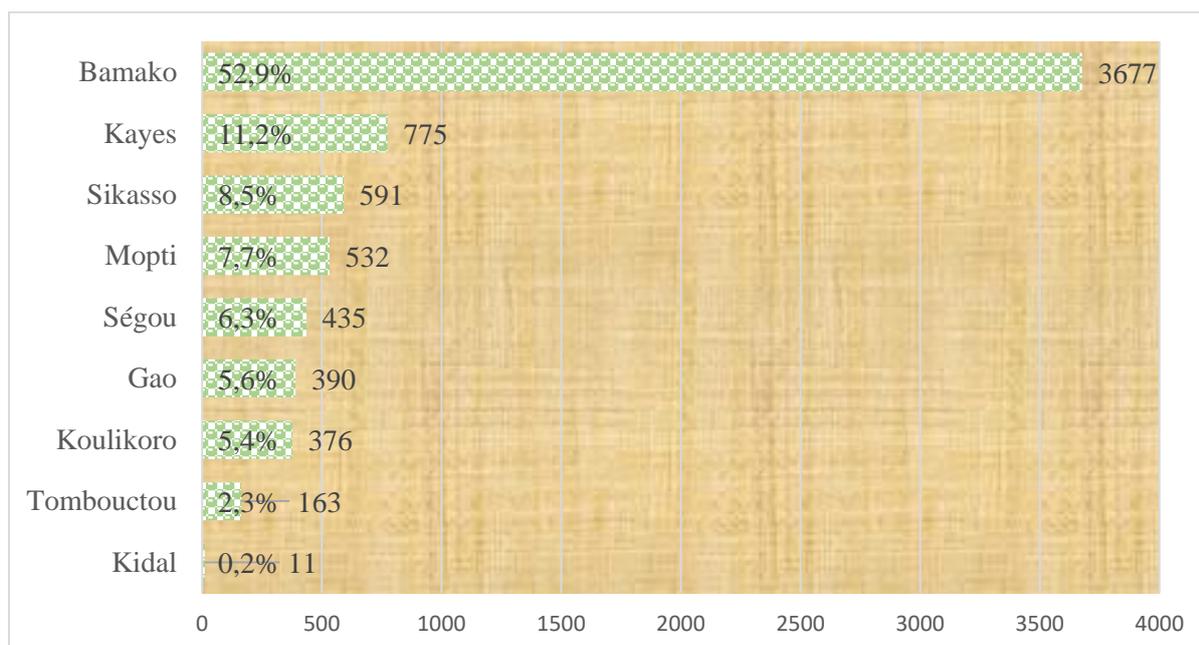
Tableau 1: Répartition des agents recrutés par branche d'activités

Branche d'activité	Effectifs	Pourcentage
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	15	0,2
Activités d'Administration Publique	127	1,8
Activités de Fabrication	169	2,4
Activités de Services de Soutien et de Bureau	1 228	17,7
Activités des Organisations Extraterritoriales	519	7,5
Activités Extractives	683	9,8
Activités Financières et d'Assurance	191	2,7
Activités Immobilières	8	0,1
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 496	21,5
Activités Spéciales des Ménages	7	0,1
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	38	0,5
Agriculture, Sylviculture, Pêche	118	1,7
Autres Activités de Services N.C.A.	544	7,8
Commerce	645	9,3
Construction	164	2,4
Enseignement	720	10,4
Hébergement et Restauration	52	0,7
Information et Communication	53	0,8
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	34	0,5
Production, Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement Déchets et Dépollution	52	0,7
Transports et Entreposage	87	1,3
Total	6 950	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4^{ème} trimestre 2022

Le graphique 1 nous donne la répartition des emplois créés au quatrième trimestre 2022 du secteur privé par région. Sur les 6 950 emplois créés par le secteur privé, 3 677 sont créés dans le District de Bamako, soit 52,9% des emplois du quatrième trimestre 2022. Les régions de Kayes (11,2%) et Sikasso (8,5%) viennent respectivement en deuxième et troisième en termes du nombre d'emplois créés au quatrième trimestre 2022. Une fois de plus c'est la région de Kidal qui enregistre la plus faible proportion d'emplois créés avec 0,2%.

Comparativement au troisième trimestre 2022, sur les 08 régions et le district de Bamako, seules les régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti ainsi que le district de Bamako ont connu une augmentation au quatrième trimestre du nombre d'emplois créés. Les régions de Kayes, Ségou, Gao, Tombouctou et Kidal ont connu une diminution du nombre d'emploi créée. En effet, le district de Bamako, les régions de Sikasso, Mopti et Koulikoro avaient respectivement enregistré 2 654, 341, 356, 222 créations d'emplois au troisième trimestre 2022 contre 3 677, 591, 356, 376 emplois au quatrième trimestre 2022 soient des augmentations respectives de 38,5% ; 73,3% ; 49,4 ; et 69,3. Les diminutions du nombre d'emplois créés au quatrième trimestre sont remarquables a Kayes, Ségou, Gao, Tombouctou et Kidal. Le nombre d'emplois créés au troisième trimestre 2022 était pour Kayes, 982 pour Ségou 505, Gao 592, Tombouctou 170, enfin Kidal 15 contre le nombre d'emplois créés au quatrième trimestre 2022 par ces régions respectivement de 775, 435, 390, 163, 11 mentionné dans le graphique suivant.



Graphique 1: Répartition des emplois créés du secteur privé enregistrés par région

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4^e trimestre 2022

1.1.2. Caractéristiques des emplois créés

Dans cette partie, nous analysons les caractéristiques des emplois créés selon le type de contrat, le diplôme, la nationalité et la tranche d'âge de la personne recrutée par sexe.

Globalement, les hommes représentaient à peu près huit sur dix (75,3%) des emplois créés au quatrième trimestre 2022. Non seulement, le pourcentage de femmes a augmenté (de 21,9% au troisième à 24,7% au quatrième) parmi les personnes ayant un emploi 2022, mais aussi le nombre de nouvelles créations d'emplois des femmes a été augmenté de 435 à celui du troisième trimestre 2022. Les créations d'emplois des femmes sont passées de 1 277 emplois au troisième trimestre 2022 à 1 712 emplois au quatrième trimestre 2022.

Le tableau suivant nous renseigne qu'il y a plus de contrats de type CDD (62,6%) que de type CDI (37,4%). Comme au trimestre précédent, la proportion des femmes (65,9%) ayant un CDD est plus grande que celle des hommes (61,5%). Contrairement au CDD, la proportion des femmes (34,1%) ayant un CDI est moins grande que celle des hommes (38,5%).

Tableau 2: Répartition des agents recrutés par type de contrat et par sexe

Type de contrat	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
CDD	3 220	61,5	1 128	65,9	4 348	62,6
CDI	2 018	38,5	584	34,1	2 602	37,4
Total	5 238	100,0	1 712	100,0	6 950	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4^e trimestre 2022

Le tableau 3 dénote la répartition des emplois créés par type de diplôme et le sexe. Entre le troisième trimestre et le quatrième trimestre 2022, on constate que le nombre de diplômés a

connu une hausse remarquable. Il a passé de 4 776 au troisième trimestre à 5 743 au troisième trimestre 2022, soit une hausse de 20,2%. Parmi les emplois créés, durant le quatrième trimestre 2022, on observe que 82,6% sont occupés par les diplômés et 17,3% par les individus n'ayant obtenu pas de diplôme.

Le Niveau BAC/BT est le mieux représenté, soit 22,6% dont 19,7% d'hommes et 31,7% de femmes. En seconde place, nous y retrouvons ceux du DEF/CAP, soit 18,2% dont 17,1% de femmes et 18,5% d'hommes. Le niveau d'instruction qualification étrangère une fois de plus a décroché moins d'emplois que les autres niveaux d'instruction du pays. La Qualification Master2/Doctorat est moins représentée, elle s'estime à 6,5% dont 4,6% de femmes et 7,1% d'hommes.

L'analyse par sexe nous montre que parmi les femmes recrutées, la proportion des diplômés du DEF/CAP des femme (17,1%) est moins importante que celle des hommes (18,5%) ; mais le contraire pour les niveaux BAC/BT, BTS/DEUG, Licence/Maitrise dont la proportion est plus élevée chez les femmes. Aux qualifications étrangères, la proportion des hommes (4,5%) est plus élevée que celle des femmes (2,7%). Ainsi, à la période indiquée, 91,7% des femmes en emploi sont diplômées. Quant aux hommes, on constate que 79,6% sont également diplômés. Au cours de ce trimestre, les employés des qualifications étrangères décrochent moins d'emplois que les autres.

Tableau 3: Répartition des emplois créés par type de diplôme et par sexe

Niveau du diplôme	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Aucun diplôme	1 065	20,3	142	8,3	1 207	17,4
DEF/CAP	971	18,5	292	17,1	1 263	18,2
BAC/BT	1 031	19,7	543	31,7	1 574	22,6
BTS/DEUG	691	13,2	304	17,8	995	14,3
Licence/Maîtrise	875	16,7	305	17,8	1 180	17,0
Master2/Doctorat	370	7,1	79	4,6	449	6,5
Qualification étrangère	235	4,5	47	2,7	282	4,1
Total	5 238	100,0	1 712	100,0	6 950	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4^e trimestre 2022

Le tableau 4 annonce la répartition des emplois créés selon le sexe et la nationalité. Parmi les 6 950 emplois créés, la nationalité malienne domine avec 95,9%, dont 95,5% pour les hommes et 97,3% pour les femmes.

Le nombre d'emplois occupés par les étrangers a connu une hausse symbolique au quatrième trimestre 2022 ; de 278 emplois au troisième trimestre à 282 au quatrième trimestre 2022 soit une hausse de 1,4%. La zone UEMOA arrive en seconde position avec 2,1%, dont 1,3% ; pour les femmes et 2,3% pour les hommes ; en troisième position viennent le reste de l'Afrique avec 1,4%. Le nombre d'emplois des ressortissants d'Asie et d'Europe représentent 0,2% des emplois créés au quatrième trimestre 2022 du Mali. Cette fois ci les ressortissants d'Amérique n'ont créés aucun emploi ; celles de l'Océanie 3 emplois.

Le nombre d'emplois étrangers a augmenté de 1,4% au quatrième trimestre 2022. Le nombre total d'emplois du secteur privé a connu aussi une hausse de 19,1% ; de 5 837 emplois au troisième trimestre 2022, il est passé à 6 950 emplois au trimestre suivant.

Tableau 4: Répartition des emplois créés par nationalité et par sexe

	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Mali	5 003	95,5	1 665	97,3	6 668	95,9
Zone UEMOA	123	2,3	23	1,3	146	2,1
Reste de l'Afrique	85	1,6	15	0,9	100	1,4
Asie	16	0,3	1	0,1	17	0,2
Europe	8	0,2	8	0,5	16	0,2
Amérique	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Océanie	3	0,1	0	0,0	3	0,0
Total	5 238	100,0	1 712	100,0	6 950	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4^e trimestre 2022

Tout comme les trimestres précédents, au quatrième trimestre 2022, plus de la moitié (54,5%) des emplois créés sont occupés par les jeunes de la tranche d'âge 25-35 ans soit 59,3% pour les femmes et 52,9% pour les hommes. Ensuite, vient la tranche d'âge 36-44 ans avec 23,0% des emplois créés en leur actif contre 11,2% des agents recrutés de plus de 44 ans et 9,7% sont occupés par les jeunes de moins de 25 ans. Une grande majorité des jeunes de 15-24 ans est supposée être à l'école ou en formation professionnelle. Quant à la tranche non définie (ND), elle est moins représentée avec seulement 1,6%, dont 1,4% de femmes et 1,6% d'hommes.

Tableau 5: Répartition des emplois créés par tranche d'âge et par sexe

	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
15 - 24 ans	474	9,0	203	11,9	677	9,7
25 - 35 ans	2 772	52,9	1 015	59,3	3 787	54,5
36 - 44 ans	1 253	23,9	346	20,2	1 599	23,0
45 ans et plus	654	12,5	124	7,2	778	11,2
ND	85	1,6	24	1,4	109	1,6
Total	5 238	100,0	1 712	100,0	6 950	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4^e trimestre 2022

1.2. Créations d'emplois du secteur public

Les emplois du secteur public sont de trois types à savoir : les emplois permanents, les emplois générés par les projets et programmes d'investissements, et les auto-emplois des projets et programmes d'insertion.

❖ **Les emplois permanents** : Ces emplois concernent les recrutements dans les fonctions publiques de l'Etat et des collectivités, les recrutements dans les forces armées et de sécurité, les recrutements opérés dans certains projets et départements ministériel sur la base de décision.

Au quatrième trimestre 2022, il n'avait pas (0) des emplois permanents créés par les recrutements dans les fonctions publiques de l'Etat et des collectivités, les recrutements dans les forces armées et de sécurité, les recrutements opérés dans certains projets et départements ministériel sur la base de décision.

❖ **Les emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement** : Ces emplois sont générés par les projets et programmes d'investissements en infrastructure, réalisés par l'Etat grâce au financement sur le budget national ou celui des partenaires. La durée de ces emplois est généralement liée à celle du projet.

Le tableau 6 donne la répartition des emplois générés par les projets et programmes d'investissement par ministère et projet ou programme d'investissement selon la durabilité de l'emploi. Les emplois durables sont des emplois de six mois et plus ; si l'emploi n'atteint pas six mois, il est non durable.

Sur un total de 417 emplois créés par les projets et programmes d'investissement, 91,6% (382) sont des emplois durables et 35 emplois non durables. Parmi les personnes insérées en emploi des projets programmes d'investissement, plus de la moitié (57,5%) sont des hommes (240).

Sur les 417 emplois publics des projets programmes d'investissement ; 282 sont créés par le Ministère du développement rural ; 80 sont créés par le ministère de l'industrie du commerce et de la promotion des investissements ; 32 par les ONG/Associations et en fin 23 sont créés par le ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

Tableau 6: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'investissement par ministère selon le type d'emploi généré

Ministère ou Organisation / Projet ou programme d'investissement	Emplois durables			Emplois non durables			Ensemble		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	0	0	0	23	0	23	23	0	23
Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales	0	0	0	13	0	13	13	0	13
Projet de Déploiement des ressources de l'Etat pour l'Administration des services	0	0	0	10	0	10	10	0	10
Ministère de l'industrie du commerce et de la promotion des investissements	24	56	80	0	0	0	24	56	80
Projet « Renforcement de la Participation Socio-Economique des per- sonnes déplacées internes, réfugiés et communautés vulnérables hôtes »	24	56	80	0	0	0	24	56	80

Ministère ou Organisation / Projet ou programme d'investissement	Emplois durables			Emplois non durables			Ensemble		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ministère du développement rural	165	117	282	0	0	0	165	117	282
Projet d'appui au développement de l'élevage au Mali	88	117	205	0	0	0	88	117	205
Projet de Développement de la productivité et de diversification Agricoles dans les zones arides et semi arides du Mali	77	0	77		0	0	77	0	77
ONG/Association	16	4	20	12	0	12	28	4	32
JEGE NI JABA 2	16	4	20	0	0	0	16	4	20
ZAKAT FOUNDATION	0	0	0	12	0	12	12	0	12
Total général	205	177	382	35	0	35	240	177	417

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 4^e trimestre 2022

- ❖ **Les auto-emplois** : Ces emplois sont générés par les projets, programmes et agences. L'Etat a mis en place certains dispositifs pour promouvoir l'entrepreneuriat. Ces dispositifs permettent de financer les projets des bénéficiaires afin qu'ils puissent travailler à leur propre compte (auto-emplois).

Dans l'ensemble, au cours du quatrième trimestre 2022 les emplois générés par les projets et programmes d'insertion par ministère selon le type d'emploi généré sont de 5 373.

Les ONG/Associations sont les plus grand pourvoyeuses d'auto-emploi avec 4 340 personnes insérés dans le cadre du programme (Enda Mali, Humanité et inclusion, FAO, Projet Sweed, JEGE NI JABA, Tony Foundation) ; le ministère de l'entrepreneuriat national de l'emploi et de la formation professionnelle vient en seconde position avec 749 (ANPE, FAFPA, FACEJ), en troisième position vient le ministère du développement rural avec 284 emplois.

Courant ce trimestre les hommes sont moins représentés (2 677) soit 49,8% dans les projets et programmes d'insertion que les femmes (2 696) ; donc, un écart de 19 insertions. Les emplois créés par les bénéficiaires femmes employeuses sont de 1 219 femmes contre 693 pour ceux des hommes. Concernant les bénéficiaires insérés en auto-emploi, cette fois ci les hommes s'insèrent plus en auto-emplois (872) que les femmes (614). Suivant les bénéficiaires insérés comme employés, les femmes sont minoritaires avec 863 insérées comme employeuses contre 1 112 hommes insérés comme employeurs. Les femmes sont fortement représentées que les hommes dans les emplois créés par les bénéficiaires employeurs, mais minoritaires en bénéficiaires auto emplois et employés.

Tableau 7: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'insertion par ministère selon le type d'emploi généré

Ministère ou Organisation / Projet ou Programme d'insertion	Bénéficiaires insérés comme employés			Bénéficiaires insérés en auto emploi			Emplois créés par les bénéficiaires employeurs			Ensemble		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ministère du développement rural	13	6	19	69	139	208	22	35	57	104	180	284
Projet d'appui au développement Local	13	6	19	69	139	208	22	35	57	104	180	284
ONG / Association	903	640	1 543	600	364	964	660	1 173	1 833	2 163	2 177	4 340
Avenir Brillant (Enda Mali)	13	12	25	0	0	0	0	0	0	13	12	25
Humanité et Inclusion	858	620	1 478	0	0	0	465	772	1 237	1 323	1 392	2 715
JEGE NI JABA	32	8	40	320	160	480	0	0	0	352	168	520
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation	0	0	0	1	0	1	6	1	7	7	1	8
Projet SWEDD	0	0	0	244	189	433	189	400	589	433	589	1 022
Tony Elumelu Foundation	0	0	0	35	15	50			0	35	15	50
Ministère de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle	196	217	413	203	111	314	11	11	22	410	339	749
Agence Nationale Pour l'Emploi	43	42	85	87	43	130	0	0	0	130	85	215
Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes	100	63	163	108	64	172	0	0	0	208	127	335
Emploi des Jeunes Créé des Opportunités ici au Mali	53	112	165	0	0	0	0	0	0	53	112	165
Fonds d'appui à la création d'entreprise par les jeunes (FACEJ)	0	0	0	8	4	12	11	11	22	19	15	34
Total	1 112	863	1 975	872	614	1 486	693	1 219	1 912	2 677	2 696	5 373

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 4^e trimestre 2022

1.3. Pertes d'emplois

Les demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement ont concerné, durant le 4^e trimestre 2022, 510 travailleurs d'après les données de la Direction Nationale du Travail qui se présentent ainsi qu'il suit : 30 pour rupture conventionnelle, 135 pour fautes professionnelles, mauvaise manière de servir ou manque de confiance, 59 pour abandon ou démission, 236 pour motif économique, 10 départs à la retraite et 40 pour fautes lourdes et vols.

Il ressort du Tableau 8 une diminution remarquable de 25% des demandes d'avis ou d'autorisation de licenciement enregistrées par la DNT au quatrième trimestre 2022 par rapport au troisième trimestre 2022. Les demandes d'avis ou d'autorisation de licenciement relative à la rupture conventionnelle ont augmenté au quatrième trimestre 2022 par rapport au troisième trimestre 2022 avec une hausse de (16 pertes d'emplois soit 114,2%); cela s'explique par une mauvaise gestion des finances de l'entreprise au quatrième trimestre 2022. De même au courant de ce trimestre les demandes d'avis ou d'autorisation de licenciement pour fautes professionnelles / Mauvaise manière de servir/ Manque de confiance 2022 ont connues aussi une hausse significative au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre 2022 (7; 5,4%); ce qui s'explique par la détériorisation d'un cadre de dialogue fécond entre les employés et les employeurs au sein des structures. Ainsi les demandes d'avis ou d'autorisation de licenciement relatives aux Abandons de poste et ou démissions au quatrième trimestre 2022 ont connus une baisse drastique par rapport au troisième trimestre 2022 (122 ; 67,4 %); ce qui s'explique par la restauration du climat de confiance au sein des structures. Nous constatons aussi une baisse remarquable de pertes d'emplois pour motif économique au quatrième

trimestre 2022 par rapport au troisième trimestre 2022 (83 ; 26,0%) ce qui explique par la relance des activités économiques due à l'atténuation des effets de la Covid. De même on constate 10 cas de départ à la retraite au quatrième trimestre 2022; on remarque que les cas de fautes lourdes et ou Vols au troisième trimestre 2022 ont connus une fois de plus une hausse légère par rapport au troisième trimestre 2022 (2; 5,2%) ; ce qui explique le comportement peu orthodoxe des employés au sein de l'entreprise.

Au total, 510 emplois ont été perdus au cours du quatrième trimestre 2022 contre 680 au troisième trimestre 2022; avec une diminution remarquable au quatrième trimestre 2022 de (170 ; 25%).

Les pertes d'emplois sont enregistrées en grande partie dans le District de Bamako (40,5%), dans les régions de Sikasso (16,2%) et Gao (8,03%), Kayes et Koulikoro (7,4%). Cette fois-ci seul la région de Ménaka n'a pas enregistré des pertes d'emplois au quatrième trimestre 2022.

Tableau 8: Répartition des pertes d'emplois selon le motif d'octobre à décembre 2022

Région	Rupture conventionnelle	Fautes professionnelles	Abandon /Démission	Motif économique	Départ à la retraite	Fautes lourdes/ Vol	Total
Kayes	0	15	7	6	10	0	38
Koulikoro	0	15	6	17	0	0	38
Sikasso	7	11	3	62	0	0	83
Ségou	0	3	7	5	0	0	15
Mopti	0	2	0	39	0	0	41
Tombouctou	0	0	1	18	0	0	19
Gao	0	1	1	39	0	0	41
Kidal	0	0	0	1	0	1	2
Taoudénit	0	1	1	0	0	0	2
Bougouni	10	3	2	4	0	0	19
Koutiala	0	2	1	0	0	0	3
San	0	1	1	0	0	0	2
Bamako	13	81	29	45	0	39	207
Total	30	135	59	236	10	40	510

Source : Direction Nationale du Travail, Rapport d'activités du 4^e trimestre 2022

1.4. Récapitulatif des emplois créés

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 Décembre 2022, il a été enregistré 61 719 nouvelles créations d'emplois et 2 303 pertes d'emplois ; donc au total, la création nette d'emplois s'élevait à 59 416. Parmi ces 59 416 emplois, 51,1% ont été créés par le secteur privé et 52,7% par le secteur public.

Spécifiquement, au quatrième trimestre 2022, il a été enregistré 12 740 emplois dont 6 950 pour le secteur privé et 5 790 pour le secteur public. Sur ce même trimestre, il a été enregistré 510 pertes d'emploi ; donc, la création nette d'emplois pour le quatrième trimestre est de 12 230 emplois.

Globalement, par rapport au troisième trimestre 2022, le quatrième trimestre est marqué par :

- Une diminution de création nette d'emplois de 24,9% ;
- Une diminution des pertes d'emplois de 25% ; et
- Cette fois-ci il n'y a eu aucune création d'emplois permanents.

Comparativement au quatrième trimestre 2021, les indicateurs des créations d'emplois se portent bien cette fois ci au quatrième trimestre 2022.

Tableau 9: Evolution des créations et des pertes d'emplois enregistrées du 01 janvier 2020 à nos jours

Type d'emplois	2020		2021		2022			
	Total	Total	T4	Total	T1	T2	T3	T4
Emplois créés par le secteur privé	28 463	25 031	5 593	30 368	10 233	7 348	5 837	6 950
Emplois créés par le secteur public	1 736	30 564	7 093	31 351	11 982	2 449	11 130	5 790
Emplois permanents (recrutements fonctions Etat, Collectivité, Forces armées et Sécurité)	1 736	3 524	0	11 566	7 314	0	4 252	0
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissements en infrastructure	0	2 137	566	1 797	505	685	190	417
Auto-Emplois générés par les Projets, Programmes, Agences d'insertion	0	24 903	6 527	17 988	4 163	1 764	6 688	5 373
Total emplois créés	30 199	55 595	12 686	61 719	22 215	9 797	16 967	12 740
Pertes d'emplois	2 935	2 692	693	2 303	503	610	680	510
Total création nette d'emplois	27 264	52 903	11 993	59 416	21 712	9 187	16 287	12 230

Source : Rapports annuels de la Direction Nationale de l'Emploi, ONEF 2020-2022¹

2. Autres indicateurs du marché du travail

Les autres indicateurs du marché du travail que nous avons traité dans ce bulletin sont les offres et les demandes d'emploi, et les litiges du dialogue social.

2.1. Offres et demandes d'emploi

Les offres et les demandes d'emplois sont enregistrées par l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE). Au cours du quatrième trimestre 2022, au total 923 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 299 offres d'emplois et 256 placements.

Les demandes d'emploi sont enregistrées dans les bureaux régionaux de l'ANPE. En termes de représentativité, une fois de plus, c'est le District de Bamako qui vient largement en première position avec 46,3% des demandes d'emploi suivie de la région de Kayes (12,4%) ; les régions de Mopti (11,4%) et Sikasso (6,2%).

Sur l'ensemble de demandes d'emploi enregistrées, les femmes représentaient 32,2%. Cette fois-ci les femmes sont minoritaires dans toutes les régions.

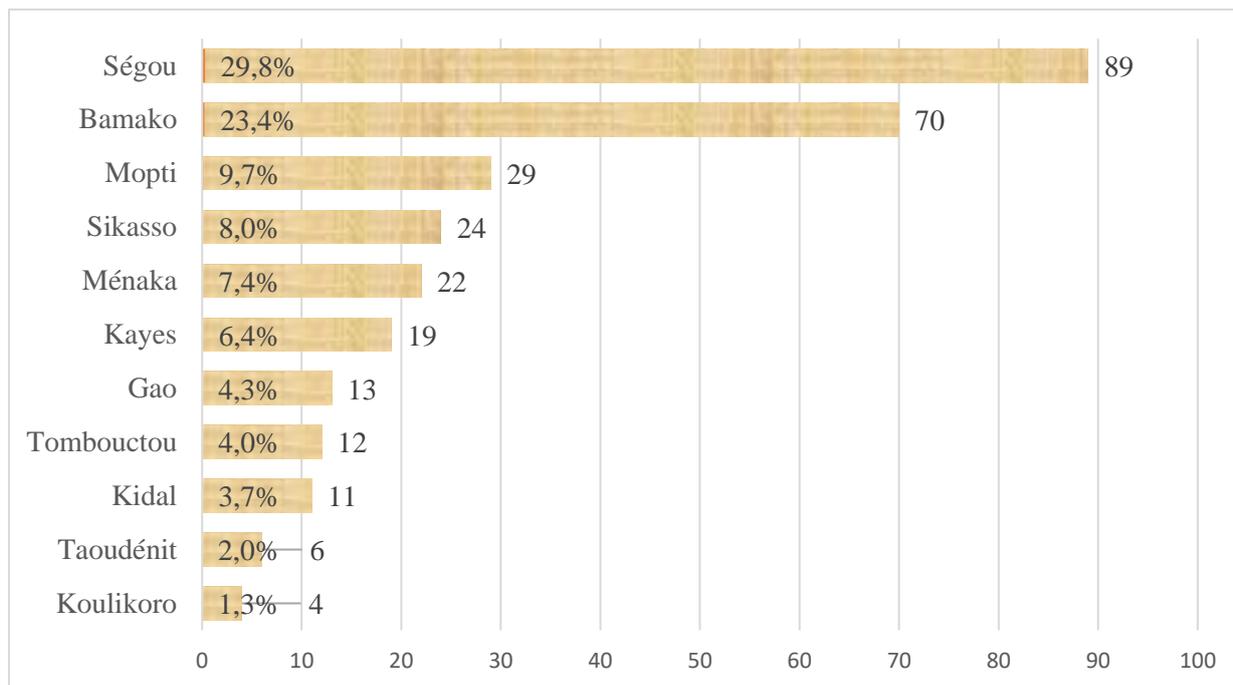
Tableau 10: Demandes d'emploi enregistrées au cours du 4^e trimestre 2022 par région selon le sexe

Région	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	92	80,7	22	19,3	114	12,4
Koulikoro	18	54,5	15	45,5	33	3,6
Sikasso	37	64,9	20	35,1	57	6,2
Ségou	23	71,9	9	28,1	32	3,5
Mopti	67	63,8	38	36,2	105	11,4
Tombouctou	19	73,1	7	26,9	26	2,8
Gao	39	81,3	9	18,8	48	5,2
Kidal	24	55,8	19	44,2	43	4,7
Ménaka	19	70,4	8	29,6	27	2,9
Taoudénit	8	72,7	3	27,3	11	1,2
Bamako	280	65,6	147	34,4	427	46,3
Total	626	67,8	297	32,2	923	100,0

Source : DPS/ANPE

Les offres d'emplois faites par les particuliers dans la région de Ségou, le District de Bamako et la région de Mopti représentaient respectivement 29,8% ; 23,4% et de 9,7% des offres d'emplois enregistrées (Graphique 2). On remarque que l'écart est significatif entre la région de Ségou et District de Bamako et les autres régions.

Cette fois-ci au quatrième trimestre 2022, le District de Bamako a connu une baisse remarquable du nombre d'offres enregistrées passant de 124 offres au troisième 2022 à 70 offres au quatrième trimestre de la même année. D'une manière générale, les offres d'emploi de 302 à 299 offres du troisième trimestre 2022 au trimestre suivant soit une baisse symbolique de 0,99%.



Graphique 2: Offres d'emploi enregistrées au cours du 4e trimestre 2022 par région

Source : DPS/ANPE

Dans l'ensemble, au cours du quatrième trimestre 2022 ; 74,61% des placements sont effectués par les hommes et seulement 25,39% de femmes. Suivant les régions, Mopti représente 24,61% des placements effectués au cours du 4^{ème} trimestre, 24,22% pour Ségou, 16,41% pour la région de Kayes. Le Bureau de l'ANPE de la région de Taoudéni et celui de Koulikoro n'ont pas fait de placement au quatrième trimestre 2022. L'ensemble des personnes placées à Kayes, Kidal, et du District de Bamako sont des Hommes.

Tableau 11: Placements effectués au cours du 4^e trimestre 2022 par région selon le sexe

Région	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	42	100,0	0	0,0	42	16,4
Sikasso	11	52,4	10	47,6	21	8,2
Ségou	39	62,9	23	37,1	62	24,2
Mopti	37	58,7	26	41,3	63	24,6
Tombouctou	11	91,7	1	8,3	12	4,7
Gao	7	70,0	3	30,0	10	3,9
Kidal	11	100,0	0	0,0	11	4,3
Ménaka	12	85,7	2	14,3	14	5,5
Bamako	21	100,0	0	0,0	21	8,2
Total	191	74,6	65	25,4	256	100,0

Source : DPS/ANPE

2.2. Dialogue social

Globalement, au cours du quatrième trimestre 2022 (tableau n° 12), il a été enregistré 284 litiges individuels parmi lesquels 174 (environ 61,2%) ont été réglés en conciliation devant l'inspecteur du travail, 85 transmis au Tribunal du Travail et 25 litiges en instance.

Au cours de la même période, il a été enregistré 151 litiges individuels à Bamako, parmi lesquels, 83 (environ 54,9 %) ont été réglés en conciliation et 48 transmis au tribunal du travail. Bamako est suivi respectivement de Mopti et de Ségou où les litiges individuels soumis s'élèvent respectivement à 44 et 15 ; 32 et 14 réglés en conciliation.

Ces litiges individuels sont relatifs principalement à des réclamations concernant les salaires ou accessoires de salaires, d'indemnité compensatrice du préavis, d'heures supplémentaires, de licenciement, de congés payés et de repos hebdomadaire.

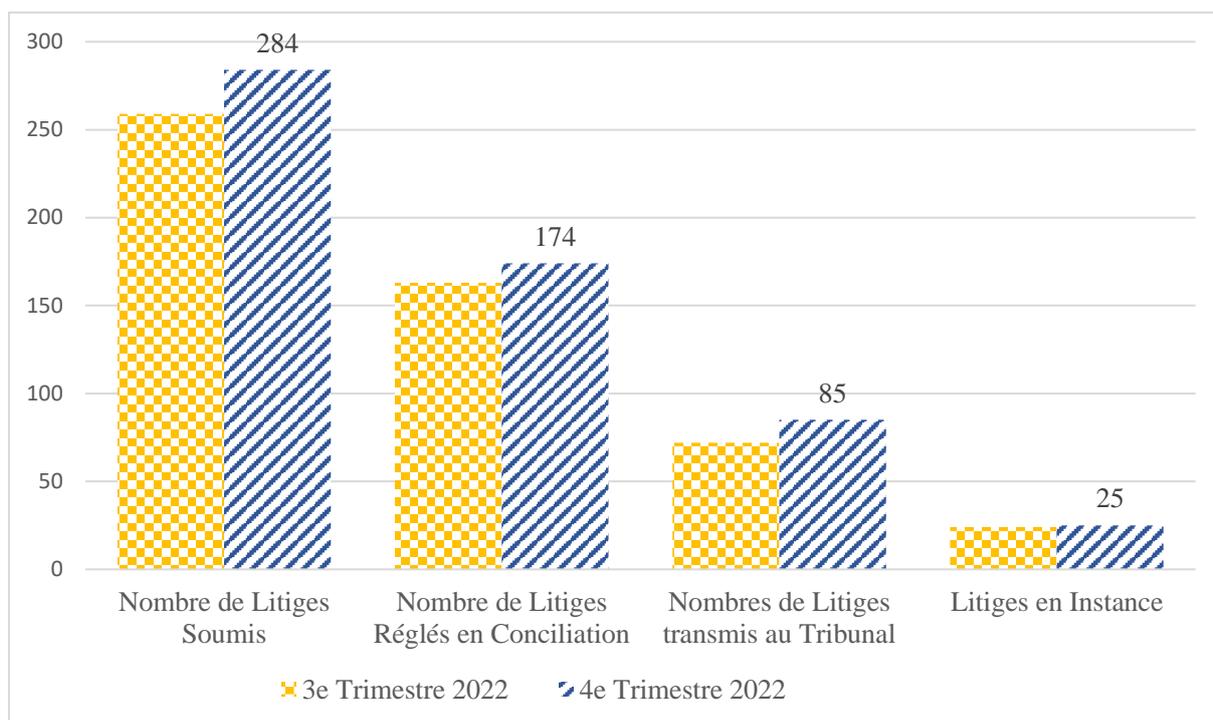
Tableau 12: Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région

Régions	Nombre de litiges soumis	Nombres de litiges réglés en conciliation	Nombres de litiges transmis au Tribunal	Litiges en instance
Kayes	12	3	7	2
Koulikoro	13	2	11	0
Sikasso	14	11	3	0
Ségou	15	14	1	0
Mopti	44	32	12	0
Tombouctou	7	6	1	0
Gao	3	1	1	1
Taoudénit	6	6	0	0
Bougouni	14	11	1	2
San	5	5	0	0
Bamako	151	83	48	20
Total	284	174	85	25

Source : Direction Nationale du Travail, Rapport d'activités du 4^e trimestre 2022

A partir du graphique comparatif du troisième trimestre et du quatrième trimestre 2022 concernant les litiges individuels, nous constatons une augmentation significative des litiges individuels au quatrième trimestre 2022.

Au total, 284 litiges ont été soumis aux Directions régionales du Travail au quatrième trimestre 2022 soit une hausse de 25 litiges, avec un taux de (9,6%). Cette fois ci, entre le troisième et le quatrième trimestre 2022, tous les litiges ont augmenté au quatrième trimestre.



Graphique 3: Evolution des litiges individuels entre le 3^e et le 4^e trimestre 2022

Source : Direction Nationale du Travail, rapports d'activités des 3^e et 4^e trimestre 2022

3. Analyse de quelques indicateurs économiques

L'analyse de quelques indicateurs économiques aborde l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) et les nouvelles créations d'entreprises.

3.1 Indice harmonisé des prix à la consommation

Rappelons que l'indice harmonisé des prix à la consommation sert au calcul du taux d'inflation. Le taux est utilisé dans l'indexation des salaires, du SMIG, des loyers, pension des retraites, etc. En outre, il peut servir d'arguments dans les négociations sur le marché de l'emploi entre employeurs et employés dans le cadre du maintien de leur pouvoir d'achat.

Au quatrième trimestre 2022 l'indice national a baissé de 0,1% par rapport au trimestre précédent ; cette baisse légère est due aux cinq fonctions suivantes : (i) articles d'habillement et chaussures ; (ii) Meubles, articles de ménages et entretien ; (iii) Santé ; (iv) Transports ; (v) Restaurants et Hôtels.

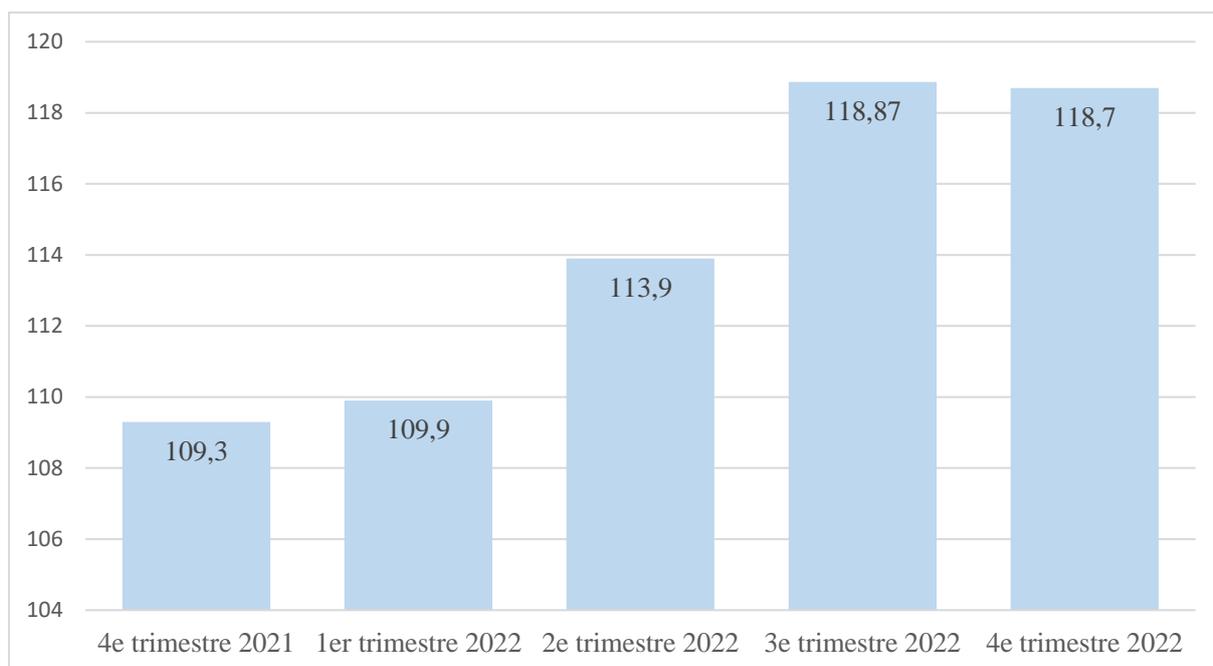
En glissement annuel (par rapport au même trimestre de l'année précédente) la hausse de l'Indice a été de 8,8%. Cette augmentation de l'Indice trimestriel est due en grande partie aux fonctions suivantes : (i) produits alimentaires et boissons non alcoolisées (14,1%) ; (ii) boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (10,2%) ; (iii) articles d'habillement et chaussures (3,8%) ; (iv) logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (3,9%) ; (v) transport (5,5%) ; (vi) loisirs et culture (3,9%) ; (vii) restaurants et hôtels (4,5%) ; (viii) biens et services divers (11,0%).

Tableau 13: Variation trimestrielle du taux d'inflation

Indicateurs IHPC		4 ^e Trimestre 2021	3 ^e trimestre 2022	4 ^e trimestre 2022	Variation trimestrielle	Variation annuelle
INDICE GLOBAL	10 000	109,0	118,9	118,7	-0,1	8,8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5 847	111,9	127,4	127,6	0,2	14,1
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	78	104,3	108,0	114,9	6,4	10,2
Articles d'habillement et chaussures	557	106,6	111,0	110,7	-0,3	3,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	951	108,9	112,6	113,2	0,5	3,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	362	112,6	114,2	113,7	-0,4	1,0
Santé	307	120,1	121,5	120,4	-0,9	0,3
Transports	879	99,5	110,5	105,0	-5,0	5,5
Communication	487	83,4	81,1	81,6	0,6	-2,2
Loisirs et culture	151	132,7	137,8	137,8	0,1	3,9
Enseignement	65	116,3	115,0	115,4	0,3	-0,8
Restaurants et Hôtels	60	102,2	107,1	106,8	-0,3	4,5
Biens et services divers	256	112,0	122,7	124,3	1,3	11,0

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

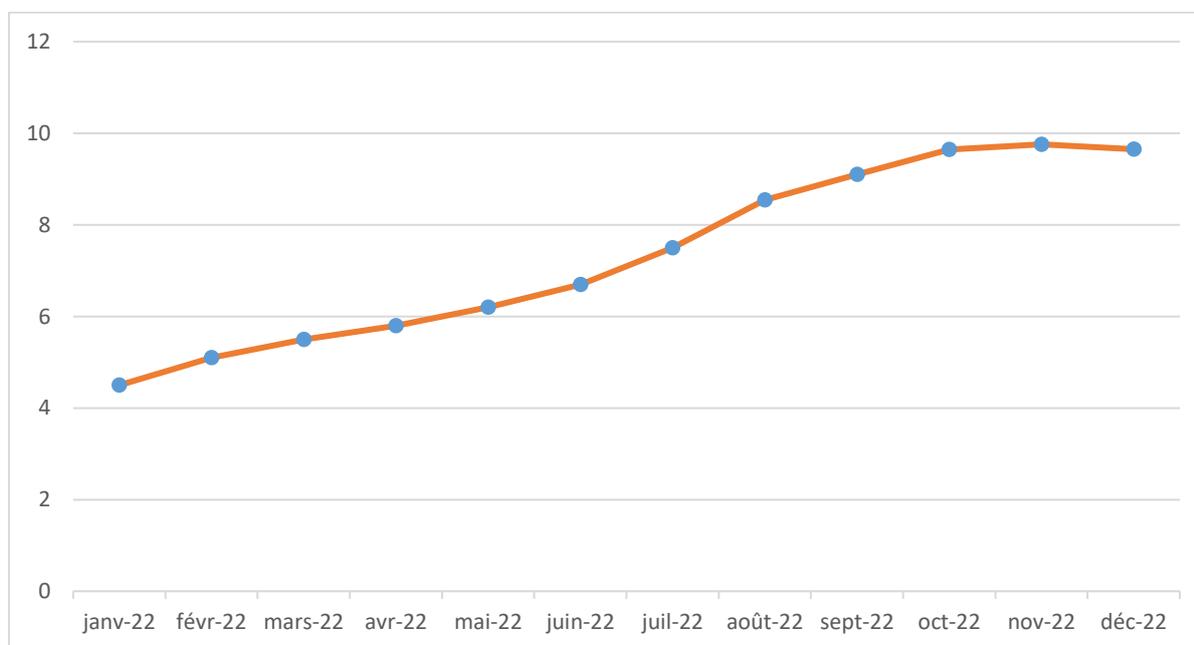
Du quatrième trimestre 2021 au troisième trimestre 2022, l'évolution de l'indice a été strictement croissante. En effet, au dernier trimestre 2022 de l'année l'indice a connu une légère baisse de 0,14%.



Graphique 4: Évolution des indices trimestriels du 3^e trimestre 2021 au 4^e trimestre 2022

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Rappelons que le taux d'inflation annuel moyen, mesure la variation de l'indice des 12 premiers mois par rapport aux 12 mois précédents. Il joue le rôle d'indicateur de convergence dans les huit (8) États membres de l'UEMOA. Le niveau de l'indicateur de convergence (l'inflation annuelle moyenne) au Mali a connu une progression rapide durant ces douze derniers mois. En effet, il est passé de (4,5%) en janvier à (9,7%) au mois de décembre 2022 supérieur à la norme communautaire (3%) de l'UEMOA. Ainsi au Mali l'inflation est rampante.



Graphique 5: Taux d'inflation mensuel moyen janvier 2022 à décembre 2022

Source : INSTAT/ IHPC base 2014

3.2. Nouvelles créations d'entreprises

Au quatrième trimestre 2022, il y a eu plus de création d'entreprises qu'au troisième trimestre ; de 4 824 à 3 123 entreprises soit une augmentation de 54,4%. Cela s'explique par la restauration d'un climat de confiance entre le Mali et un bon nombre de partenaires économiques et financiers, ainsi que l'atténuation de la crise Ukrainienne en cette période. Cet état de fait a contribué à une hausse significative de création des branches d'activités telles que le commerce général et les prestations de services.

Au regard du tableau 14, les investisseurs semblent être attirés toujours vers les branches « commerce général » et « prestation de service » qui occupaient en encore presque 89% des créations. Un peu plus de 47% des entreprises ont été créés dans la branche d'activités « commerce générale » pendant qu'un peu plus 2/5 soit (41,4%) se trouve au niveau des entreprises prestataires de services. Les branches d'activité telles n'ayant pas eu des créations d'entreprises sont : (1) activités de loisirs culturelle et sportives ; (2) extraction de pétrole brut et de gaz ; (3) activités de service connexe à l'extraction ; (4) Décharge des déchets et assainissement des eaux usées, activités similaires ; (5) Fabrication d'autres équipements de transport ; (6) Location de machines.

Tableau 14: Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités et par trimestre

Branche d'activités	3^e trimestre 2022	4^e trimestre 2022
Activités à caractère collectif ou personnel	0	1
Activités connexes à l'intermédiation financière	1	4
Activités de fabrication	70	151
Activités de loisirs, culturelles et sportives	0	0
Activités de transports connexes et auxiliaires ; agences de voyage	25	45
Activités d'administration publique	2	1
Activités extractives, minière	2	1
Activités immobilières	19	25
Agriculture, chasse et activités de service connexes	8	34
Assainissement, Ramassage d'ordures	8	13
Assistance sociale et santé	3	8
Autres activités commerciales	17	5
Commerce, Commerce général	1 501	2 293
Communication	6	6
Construction, BTP, Travaux d'ingénierie	74	86
Education, Formation, Recherche	17	12
Enseignement	17	35
Extraction de pétrole brut et de gaz; activités de service connexe à l'extraction	0	0
Décharge des déchets et assainissement des eaux usées, activités similaires	0	0
Fabrication d'autres équipements de transport	0	0
Gardiennage, sécurité	0	3
Hôtels et restaurants	6	31
Location de machines	0	0
Pêche, pisciculture, aquaculture, abatage et activités connexes	0	6
Prestations de services	1 289	1 998
Recherche et Exploitation Minière	16	13
Santé et action sociale	6	17

Branche d'activités	3^e trimestre 2022	4^e trimestre 2022
Transports terrestres ; transports par pipelines	17	1
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	13	21
Vente au détail, ex. véhicule, motocycle, réparation de biens personnels.	0	2
Vente en gros ou sur commission, ex. véhicules motorisés et motocyclettes	6	12
Total	3 123	4 824

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'API

Conclusion

Ce Bulletin du quatrième trimestre 2022 a permis d'apercevoir une vue d'ensemble de la situation du marché du travail, en donnant non seulement les statistiques sur les créations d'emplois mais aussi d'autres indicateurs qui influent d'une manière à une autre le marché du travail malien.

Le marché du travail malien est marqué au quatrième trimestre 2022 par rapport au troisième trimestre 2022 par :

- Une diminution du nombre d'emplois créés (surtout pour le secteur public);
- Une diminution des pertes d'emplois ;
- Une augmentation des litiges individuels du travail ;
- Une diminution globale des prix (IHPC) ;
- Une augmentation remarquable du nombre des nouvelles créations d'entreprises.

Au quatrième trimestre 2022, la situation du marché du travail s'est un peu améliorée par rapport au troisième trimestre 2022.